
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 12 (1984)

DOI: 10.11588/fr.1984.0.51638

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

lyrique chez un Gance, quel humour chez un René Clair! N'est-il pas significatif que dans un referendum sur les 12 meilleurs films du monde, en 1958, on ait compté 9 œuvres muettes.

Une énorme bibliographie termine le livre. Elle est suivie de la filmographie des réalisateurs les plus notables. Quelques oublis (Kepens, Navarre, Hamman...) et quelques confusions de films (des bandes de Péguy attribuées à Etiévant), car n'était pas encore paru le «Catalogue des films français de long métrage, 1919-1929» de Raymond Chirat. Reste un beau livre, magnifiquement illustré et qui fera rêver non seulement les cinéphiles mais aussi les historiens.

Jean TULARD, Paris

Gottfried NIEDHART (Hg.), *Der Westen und die Sowjetunion. Einstellung und Politik gegenüber der UdSSR in Europa und in den USA seit 1917*, Paderborn (Schöningh) 1983, 372 S. (Sammlung Schöningh zur Geschichte und Gegenwart).

La manière dont les réalités internationales sont perçues par les Etats influe sur la conduite de leur politique étrangère et, aux Etats-Unis, le rôle des images dans le processus de prise de décision (decision making process) retient depuis longtemps l'attention des politologues. Ceux-ci ne se sont pas bornés à des études empiriques mais ont construit des modèles qui sont censés rendre compte de la formation des stéréotypes et de leurs variations au gré de la conjoncture. Il pouvait donc être tentant pour des historiens de vérifier le bien-fondé de leurs théories et de s'interroger à leur tour sur la part qui revient à l'appréciation subjective et aux constructions imaginaires dans les relations interétatiques. A cet égard, le thème retenu par les auteurs de ce volume – l'Union Soviétique vue de l'Occident – offrait un vaste champ à la recherche et les conclusions auxquelles ils ont abouti projettent un éclairage nouveau sur les relations Est-Ouest.

Ce qui frappe de prime abord c'est que le visage du communisme soviétique a rarement été perçu dans sa nudité, que les lacunes de l'information et l'obsession du secret chez les dirigeants du Kremlin ont aggravé les malentendus et que des considérations d'opportunité ont souvent imposé à l'opinion des images de l'URSS fort éloignées de la réalité. Ainsi la «grande lueur à l'est» qu'avait fait jaillir la Révolution d'octobre a suscité autant d'espoirs que de craintes en Occident et les mêmes hommes politiques qui avaient condamné les excès de la dictature de Staline et mis en garde contre les dangers de l'expansionnisme soviétique n'ont pas hésité pendant la seconde guerre mondiale à s'allier avec l'URSS contre l'Allemagne nazie et à envisager sa participation à la construction d'un nouvel ordre international après l'épreuve de force.

Il est vrai que la Révolution d'octobre a été un événement majeur dans l'histoire de la Russie et du monde et que les sentiments qu'elle a inspirés étaient de nature à brouiller les perspectives et à rendre difficile une appréciation objective de la politique menée par Lénine et ses successeurs. Le messianisme révolutionnaire des bolcheviks, l'action subversive du Komintern, la dictature de Staline et son jeu ambigu avec l'Allemagne nazie, enfin les méthodes utilisées pour asseoir la domination soviétique en Europe centrale et orientale au lendemain de la seconde guerre mondiale, ne pouvaient que confirmer l'image défavorable qu'on avait de l'URSS dans les pays de démocratie libérale et justifier les mesures prophylactiques («cordon sanitaire») destinées à arrêter la contagion du virus communiste. Inversement, la nouvelle politique économique (NEP) et les tentatives d'ouverture de la Russie au monde extérieur, l'abandon de la révolution permanente et le choix de la construction du socialisme dans un seul pays, la proclamation de la coexistence pacifique et l'intérêt manifesté pour la sécurité collective dans les années 1930, surtout les sacrifices consentis pendant la guerre contre l'Allemagne à partir de 1941, tendaient à privilégier l'image d'une puissance impériale classique plus soucieuse de garantir sa sécurité par

la création de sphères d'influence que de propager à travers le monde un message révolutionnaire.

Mais la rupture de l'alliance de guerre et la confrontation Est-Ouest qui s'ensuivit ne tardèrent pas à imposer de nouveau l'image d'une URSS impérialiste, avide d'étendre ses conquêtes en Europe et peu scrupuleuse sur le choix des moyens pour réaliser ses objectifs. C'est pour déjouer ces plans que les Etats-Unis lancèrent en 1947 l'idée de l'endiguement du communisme (containment) et rallièrent à leurs vues la plupart des pays européens qui se sentaient menacés par les entreprises hégémoniques de Moscou. Ultérieurement, les tensions se relâchèrent et, à partir des années 1960, on a assisté au développement de la coopération entre pays à régimes économiques et sociaux différents et à la conclusion d'accords de limitation des armements. Ces tentatives d'aménagement du statu quo n'ont abouti qu'à des résultats limités et n'ont pas dissipé toutes les préventions antisoviétiques. Or, à l'âge nucléaire où un conflit armé pourrait entraîner des destructions incommensurables, il importe de ne pas se leurrer sur les intentions de l'adversaire si l'on veut conjurer les risques de guerre. C'est pourquoi des historiens et des politologues se sont intéressés au rôle des images dans les relations internationales et ont entrepris de fournir aux décideurs des éléments d'information fiables pour éviter qu'ils ne prennent leurs désirs pour des réalités ou cèdent à des préjugés idéologiques. En définitive, ce sont des images fausses qui ont accredité la thèse de la conversion de l'Union soviétique au libéralisme grâce à une utilisation judicieuse des »armes de la paix« (Samuel PISAR) ou ont laissé accroire que l'on parviendrait à infléchir la politique de l'URSS par des sanctions économiques et une relance de la course aux armements.

Les textes réunis dans ce volume décrivent les variations de l'image de l'Union soviétique dans les principaux pays occidentaux au cours des six dernières décennies. L'ouvrage se divise en deux parties: la première est consacrée à la période de l'entre-deux guerres où le problème se pose essentiellement dans le contexte européen du fait de la politique isolationniste des Etats-Unis; la seconde aborde les questions relatives à la guerre froide et retrace l'évolution des relations Est-Ouest de 1945 à nos jours. Dans chaque étude de cas, l'auteur reconstitue à partir de témoignages et de documents d'archives la vision que l'on avait de la Russie soviétique dans les milieux gouvernementaux et s'efforce de mesurer le rôle de ce facteur subjectif dans la mise en œuvre de la politique étrangère. Les conclusions varient dans le temps et l'espace, mais certaines tendances générales se dégagent des analyses proposées et on ne laisse pas d'être frappé par la permanence des préoccupations occidentales vis-à-vis du communisme et la continuité des politiques suivies par les Etats par delà les variations tactiques et rhétoriques. Ainsi l'*Ostpolitik* du gouvernement fédéral présente des similitudes avec celle pratiquée sous la République de Weimar et la formule du »changement par le rapprochement«, popularisée par M. Egon Bahr, était déjà un des leitmotivs des responsables de la politique étrangère allemande dans les années 1920.

Il ne saurait être question de rendre compte d'un ouvrage aussi dense et l'on se bornera à en dégager les grandes lignes non sans avoir salué la maîtrise avec laquelle les auteurs des quinze études qui le composent ont décrit le kaléidoscope des impressions du régime soviétique dans les bureaucraties occidentales. Abordant le problème sous l'angle de l'information, M. Wolfgang MÜLLER estime que les difficultés auxquelles se heurtent les journalistes occidentaux dans l'exercice de leur métier sont à l'origine de bien des malentendus sur l'URSS. Il fournit des indications précieuses sur les techniques utilisées par les correspondants de presse pour se faire une opinion sur ce qui se passe derrière les murs du Kremlin et laisse entendre que les Allemands étaient de tous les Occidentaux les mieux informés sur les réalités de la Russie soviétique grâce aux dépêches et aux reportages de Paul Scheffer qui faisaient autorité et étaient lus dans les ambassades. Cette circonstance n'est peut-être pas étrangère à la politique active menée par la République de Weimar en direction de la République des Soviets et dont la conclusion du traité de Rapallo, en 1922, fut la manifestation la plus éclatante. Mais, bien plus que des erreurs

d'appréciation sur la nature du régime soviétique, c'est son caractère révolutionnaire qui fit naître des suspicions en Occident et consumma le divorce. Ainsi pour le Président Wilson et ses successeurs il était clair que la vision du monde d'un Lénine n'avait rien de commun avec la philosophie qui avait inspiré les pères fondateurs des Etats-Unis et il ne pouvait donc être question d'entretenir avec le nouveau régime des relations normales. Cet ostracisme qui devait durer jusqu'en 1933 correspondait surtout aux vœux de la classe politique alors que les milieux d'affaires se montraient moins sourcilleux sur le respect des principes démocratiques dès lors que le marché soviétique s'ouvrait à eux. De fait le commerce et la coopération économique se sont développés entre les Etats-Unis et l'URSS bien avant l'échange des ambassadeurs.

En Allemagne, les préventions à l'encontre de la Russie soviétique et de la Révolution mondiale dont elle était l'agent n'étaient pas moindres au sein du personnel diplomatique et de la Reichswehr, mais les dirigeants de la République de Weimar virent très tôt le parti qu'ils pouvaient tirer d'une coopération avec la Russie pour se libérer des entraves du traité de Versailles. En dépit des réserves que leur inspirait le communisme, tous les Ministres des affaires étrangères, de Müller à Stresemann, donnèrent leur aval aux projets de coopération germano-soviétiques élaborés par des fonctionnaires comme Maltzan qui suivait les affaires russes à l'*Auswärtiges Amt* et des diplomates comme Brockdorf-Rantzau, qui fut nommé ambassadeur à Moscou en 1922. C'est ainsi que la Reichswehr put amorcer dès 1923 sous l'impulsion du général von Seeckt le processus du réarmement allemand et que Felix Deutsch et Walter Rathenau proposèrent dans leur mémorandum du 17 février 1920 la mise en valeur des ressources agricoles et l'industrialisation de la Russie grâce à l'apport de la technologie allemande et des capitaux américains. Toutefois cette politique d'ouverture et de rapprochement ne fut pas sans nuages notamment du fait de l'ingérence du Komintern dans les affaires allemandes à l'occasion des crises sociales (Ruhr) et de la résistance soviétique aux tentatives de colonisation économique par un consortium d'entreprises occidentales sous l'égide des Etats-Unis.

MM. Peter BOROWSKY et Werner LINK évoquent respectivement les problèmes qui ont surgi au plan des relations germano-soviétiques et dans le contexte des relations triangulaires entre les Etats-Unis, l'Allemagne et la Russie jusqu'en 1933. Ils dévoilent les arrière-pensées des architectes de la politique allemande vers l'Est et montrent l'ambivalence d'une politique où la Russie soviétique est considérée tantôt comme une puissance avec laquelle il est possible de conclure des arrangements dans le plus pur style de la diplomatie classique, tantôt comme le foyer d'une révolution mondiale qui menace le système de valeurs occidental et qu'il faut circonscrire à tout prix. Avec l'accession au pouvoir de Hitler ce dilemme est surmonté mais au prix de simplifications et d'outrances qui conduiront l'Allemagne à sa perte.

M. Hans HECKER montre que le social-darwinisme et le racisme qui sous-tendaient l'idéologie nazie et la volonté de Hitler de venir rapidement à bout de l'URSS sans trop se préoccuper des obstacles auxquels il se heurterait l'ont conduit à sous-estimer les capacités économiques et militaires de son adversaire. Il était hors de question pour lui de faire machine arrière ou de réajuster ses objectifs lorsque les premiers revers eurent fait apparaître le caractère démesuré et irrationnel de son entreprise de conquête et on se trouve ici en présence du cas le plus typique d'aveuglement idéologique. Mais si Hitler a ignoré délibérément les réalités qui ne correspondaient pas à sa vision manichéenne de l'URSS, on doit convenir que les calculs de Staline révèlent également une méconnaissance de la philosophie du Führer puisqu'il le considérait comme un *Realpolitiker* avec lequel il était possible de s'entendre. Le traité germano-soviétique d'août 1939 procède de cet état d'esprit; il devait porter des fruits amers.

En France et en Grande-Bretagne, on ne relève pas la même obsession du communisme soviétique qu'en Allemagne et aux Etats-Unis et il semble que des considérations de politique internationale aient été déterminantes dans la conduite de la diplomatie française et britannique. Certes, la classe politique était divisée entre des pragmatiques qui envisageaient une coopération

avec la Russie soviétique en dépit de ses options révolutionnaires et des idéologues qui s'en tenaient à une position franchement anticommuniste et se refusaient à faire la distinction entre la politique de grande puissance de l'URSS et l'action subversive de l'Internationale communiste. En Angleterre ceux-ci se recrutaient surtout au sein du parti conservateur alors que ceux-là étaient plutôt d'obédience travailliste. Mais ce qui importait au premier chef à la Grande-Bretagne était le maintien de l'équilibre des forces en Europe et, jusqu'à ce que les ambitions hitlériennes se révèlent au grand jour, on n'était pas convaincu à Londres que la Russie soviétique pourrait contribuer d'une manière significative au maintien de la paix sur le continent. Ainsi s'expliqueraient la politique d'*appeasement* et les efforts tardifs en vue de la création d'un système de sécurité collective pour contrecarrer les projets de Hitler.

En France, de multiples facteurs ont contribué à former l'image que l'on se faisait de la Russie soviétique entre les deux guerres. A cet égard, la paix séparée avec l'Allemagne en 1918, le traité de Rapallo et l'annulation des dettes du régime tsariste ont été aussi vivement ressentis que les agissements de l'Internationale communiste et le danger que le PCF faisait courir au système de valeurs occidental. En revanche, l'alliance franco-russe allait de soi dès lors que la France était menacée par l'hégémonie allemande.

Quant aux pays d'Europe orientale, ils voyaient la Russie soviétique comme le puissant voisin dont ils avaient tout à craindre et contre lequel il fallait se défendre. Grâce à l'appui de l'Occident, la Pologne, les Etats baltes et la Roumanie réussirent à faire échec aux prétentions russes et même, s'agissant de la Pologne et de la Roumanie, à étendre leur souveraineté sur des territoires contestés (Ukraine et Bessarabie). Toutefois, ils étaient trop divisés pour constituer un front commun contre la menace à laquelle ils se croyaient exposés et si les révolutions communistes ont toutes échoué au début des années 1920, les actions subversives n'ont pas cessé de part et d'autre. Entre les deux guerres, le Komintern n'a enregistré dans cette région que des succès limités et seule la Tchécoslovaquie a répondu dans une certaine mesure à l'attente des dirigeants du Kremlin. L'importance du courant slavophile en Tchécoslovaquie et l'existence d'un régime démocratique ont permis l'éclosion d'un parti communiste et favorisé la conclusion du pacte d'assistance mutuelle de 1935 avec l'URSS. Toutefois celui-ci n'a pu être mis en œuvre du fait du refus des Polonais et des Roumains d'accorder le droit de passage aux troupes soviétiques. Après l'accord de Munich dont l'URSS fut exclue, son image de marque s'est améliorée et elle a su tirer parti de la « trahison des démocraties occidentales » pour se ménager au lendemain de la seconde guerre mondiale une sphère d'influence en Europe centrale et orientale. Toutefois les vieilles défiances subsistent et les crises qui ont éclaté à la faveur de la déstalinisation ou se sont produites depuis lors ont confirmé dans l'esprit de beaucoup les préjugés qu'ils nourrissaient jadis à l'encontre de la Russie.

Certaines des tendances décrites entre les deux guerres se retrouvent au lendemain de la seconde guerre mondiale dans un contexte international complètement transformé. Désormais les Etats-Unis et l'Union soviétique sont les deux pôles autour desquels se regroupent les pays européens et la guerre froide est surtout l'affaire des deux Grands. Ses origines ont fait l'objet d'une littérature abondante que Wilfried LOTH analyse avec soin et les conclusions auxquelles il aboutit méritent d'être méditées. Selon lui le conflit était inévitable du fait de l'hétérogénéité des systèmes politiques et sociaux qui se faisaient face sur le continent européen mais l'antagonisme soviéto-américain a conduit à la division du continent en deux blocs hostiles. Le processus de constitution des sphères d'influence en Europe était achevé en 1955 avec l'intégration des deux Etats allemands dans les systèmes d'alliances et la période consécutive a été marquée par diverses tentatives d'aménager le statu quo. Comme les résultats acquis au plan de la maîtrise des armements sont fragiles et peuvent à tout moment être remis en question, une grande vigilance s'impose si on veut éviter que la confrontation ne prenne un tour aigu. La tâche de l'historien selon M. Loth serait donc d'agir en vue de l'établissement d'un ordre de paix en Europe et à cet effet sa contribution pourrait se situer à trois plans: traquer les mythes qui ont empêché que l'on

se fasse une idée claire des enchaînements qui ont conduit à la guerre froide; analyser les crises du passé et tenter de définir des méthodes qui permettraient de s'en prémunir ou de les résoudre dans des conditions satisfaisantes; enfin, procéder à un examen critique de l'historiographie de cette période et en tirer des éléments susceptibles d'être mis au service d'une politique de sécurité moins hasardeuse que celle qui repose sur la persistance des blocs militaires.

Les communications qui suivent l'article introductif de M. LOTH sont censées s'inscrire dans cette perspective mais leur philosophie ne correspond pas toujours aux exigences d'une science historique appliquée et leurs auteurs ont des points de vue très différents en la matière. MM. SCHRÖDER et KNAPP se rattachent au courant dit révisionniste et sont enclins à imputer la responsabilité majeure de la guerre froide aux Etats-Unis. La vigueur avec laquelle les dirigeants de Washington ont voulu imposer la politique de la «porte ouverte» au monde entier, leur volonté d'assurer la prépondérance de l'Amérique dans les affaires mondiales, enfin leur refus systématique de reconnaître à l'URSS le statut de grande puissance et les garanties auxquelles elle pouvait prétendre pour assurer sa sécurité en Europe auraient été selon eux à l'origine du «grand schisme». Certes, on doit convenir que l'image de l'Union soviétique diffusée aux Etats-Unis pendant la phase aigüe de la guerre froide était difficilement compatible avec la conclusion d'un accord durable avec Moscou dans quelque domaine que ce fût. On peut également soutenir que la politique menée par Washington en Amérique latine après 1945 a inspiré la pactomanie de Foster Dulles et la lutte contre le communisme dans d'autres régions du monde. Enfin, la propension américaine à rechercher la supériorité et à ne pas relâcher son effort dans le domaine de la recherche et du développement militaires ont certainement compliqué les négociations en vue du désarmement. Il n'en reste pas moins que l'image négative de l'URSS cultivée par les Américains n'est pas la principale cause des malentendus qui ont surgi entre les deux géants et que le comportement des dirigeants soviétiques donnait une certaine vraisemblance aux appréhensions ressenties non seulement outre-Atlantique mais encore en Europe où les dirigeants des démocraties libérales appelaient de leurs vœux un engagement des Etats-Unis pour préserver leur indépendance dans le cadre d'un système de sécurité collective.

Par ailleurs, il eût été convenable de prêter une plus grande attention aux conceptions de Henry Kissinger et de Richard Nixon qui considéraient que l'Union soviétique avait vocation à participer à un nouvel ordre international et étaient disposés à conclure avec elle des arrangements dans ce sens. L'échec de cette tentative n'est pas exclusivement imputable au réflexe anticommuniste de l'opinion américaine même si le Congrès, qui était moins ouvert que l'Administration dans ce domaine, a parfois compromis par des initiatives malencontreuses les efforts du gouvernement pour normaliser les relations soviéto-américaines (amendement Jackson-Vanik, par ex.). Mais on ne peut faire abstraction du fait qu'à l'apogée de la détente, le «comportement géopolitique» (dixit Kissinger) des Soviétiques n'était pas toujours conforme aux engagements qu'ils avaient souscrits à Moscou en mai 1972 et à Helsinki en août 1975 et que le rythme de la compétition techno-stratégique semblait accréditer la thèse selon laquelle l'URSS aspirait à la supériorité militaire en Europe tout en essayant d'étendre sa sphère d'influence dans le Tiers-Monde. On ne saurait donc l'exempter de toute responsabilité dans le retour à une «nouvelle guerre froide» comme MM. SCHRÖDER et KNAPP sont tentés de le faire en mettant l'accent sur les préjugés idéologiques des dirigeants américains.

L'anticommunisme ne s'est pas manifesté avec la même stridence sur les deux rives de l'Atlantique et, en Europe, on a été plus porté à envisager les relations avec l'URSS en termes pragmatiques. Dans son étude sur le *Foreign Office* entre 1945 et 1949, M. Donald WATT démontre que des considérations relatives à l'équilibre des forces sur le continent et la crainte de la renaissance du militarisme allemand ont joué un rôle aussi grand dans l'élaboration de la politique étrangère britannique que la volonté de faire barrage à l'expansionnisme communiste. De même, la France s'est ralliée tardivement à la politique de confrontation avec le monde communiste et l'une des premières démarches diplomatiques du gouvernement provisoire de la

République fut la conclusion, le 10 décembre 1944, du traité d'alliance et d'assistance mutuelle avec l'URSS. Après son retour au pouvoir en 1958 le Général de Gaulle, qui croyait davantage dans la permanence des réalités nationales qu'à l'habillage idéologique dont se couvraient les ambitions des Etats, entreprit de doter la France des moyens économiques et militaires nécessaires pour lui permettre de restaurer son rang sur la scène mondiale et de contribuer ainsi à surmonter les divisions artificielles héritées de la guerre froide. M. Jürgen SCHWARZ souligne l'originalité de la diplomatie française sous la V^e République mais considère que l'une des causes de l'échec de la politique de «détente, entente et coopération» avec l'Est est précisément la sous-estimation par le général de Gaulle du facteur idéologique. De son côté, Mme Gisela MOREL-TIEMANN relève que le Président Giscard d'Estaing spéculait sur les vertus du commerce et de la coopération économique pour favoriser une libéralisation du régime soviétique et croyait pouvoir parvenir avec l'URSS à une «détente idéologique». Enfin, M. Arnold SYWOTTEK laisse entendre au terme d'une étude substantielle sur l'opinion publique ouest-allemande que l'image défavorable de la «patrie du socialisme» est davantage un legs de la guerre froide et une survivance de la propagande nazie que l'expression d'une animosité particulière à l'égard d'un pays avec lequel la RFA a des intérêts convergents notamment en ce qui concerne l'organisation de la sécurité en Europe.

L'évolution des relations Est-Ouest au cours des dernières années a confirmé la thèse selon laquelle les Etats-Unis, d'une part, les pays européens, d'autre part, ont une vision différente du monde soviétique et des relations qu'il convient d'entretenir avec lui. Alors que les premiers n'hésitent pas à s'engager dans la voie de la confrontation avec l'URSS au risque de mettre en question les acquis de la détente, les seconds restent attachés à une politique de dialogue et de coopération où ils voient le seul moyen de réduire les risques de guerre et de favoriser le rapprochement entre les deux parties de l'Europe. Il est donc souhaitable que les dirigeants ne se laissent pas obnubiler par les clichés traditionnels sur l'adversaire idéologique tout en se gardant du travers inverse qui consiste à idéaliser le partenaire et à faire naître dans l'opinion des espoirs qui risquent d'être déçus à plus ou moins longue échéance. C'est dire que l'élucidation des rapports complexes et ambigus entre les réalités internationales et leur reflet dans la conscience des hommes est un exercice intellectuel dont les vertus pédagogiques sont indéniables. En abordant sous cet angle les relations entre l'Occident et l'URSS, les historiens qui ont collaboré à cet ouvrage ont non seulement enrichi notre connaissance du passé, mais ont également laissé entrevoir ce que pourrait être notre avenir.

Jean KLEIN, Paris

Lionel RICHARD, *La vie quotidienne en Allemagne sous la République de Weimar 1919–1933*, Paris (Hachette) 1983, 322 S. (Collection La Vie Quotidienne).

Bei der Beschäftigung mit der Geschichte der ersten deutschen Republik stand bislang meist die Rekonstruktion der politischen Ereignisse im Vordergrund. Neben Studien nach dem Muster des eher traditionellen diplomatiegeschichtlichen Ansatzes rückten in den letzten Jahren vor allem Untersuchungen zu den wirtschaftlichen Hintergründen und Verflechtungen zunehmend in den Vordergrund¹. Vereinzelt kam in diesem Zusammenhang auch der biographische Ansatz wieder zu neuen Ehren². Vergleichsweise wenig Aufmerksamkeit wurde dagegen während dieser verschiedenen Phasen der Auseinandersetzung mit der Geschichte der Weimarer

1 Dazu vor allem die Arbeiten von Gerald FELDMAN, Carl-Ludwig HOLTFRERICH sowie Georges SOUTOU.

2 So z. B. Peter WULF, *Hugo Stinnes. Wirtschaft und Politik 1918–1924*, Stuttgart 1979 (Kieler Historische Studien, 28).